

Analyse des effets de la qualité institutionnelle sur la croissance économique en Afrique de l'Ouest

Analysis of the Effects of Institutional Quality on Economic Growth in West Africa

BAYILI Piman Alain-Raphaël

Docteur

Unité de Formation et de Recherche en Sciences Économiques et de Gestion (UFR-SEG)
Université Norbert ZONGO, Koudougou, Burkina Faso
Laboratoire d'Économie Appliquée (LABEA)

Date de soumission : 11/04/2026

Date d'acceptation : 04/06/2026

Pour citer cet article :

BAYILI. P.A-R. (2026) « Analyse des effets de la qualité institutionnelle sur la croissance économique en Afrique de l'Ouest », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 6 » pp : 504- 532.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cette recherche analyse l'effet de la qualité institutionnelle sur la croissance économique en Afrique de l'Ouest. À partir d'un échantillon de 15 pays, un modèle en données de panel est estimé par la méthode des moindres carrés en deux étapes (2SLS-IV), dont la robustesse est vérifiée à l'aide de la méthode de Driscoll et Kraay sur la période 2000-2023. Les résultats montrent que l'indice composite de qualité institutionnelle, ainsi que la gouvernance économique, politique et institutionnelle, exerce un effet positif et significatif sur la croissance économique. Par ailleurs, la maîtrise de la corruption, l'efficacité des pouvoirs publics, l'État de droit, la qualité de la réglementation et la voix citoyenne et de responsabilité influencent positivement et significativement la croissance économique. Ces résultats suggèrent la nécessité d'améliorer globalement la qualité des institutions. Plus spécifiquement, renforcer la lutte contre la corruption, mettre en place des réglementations saines et efficaces, consolider les principes de l'État de droit, améliorer les compétences des fonctionnaires publics, promouvoir davantage les principes démocratiques et la participation citoyenne.

Keywords : Qualité institutionnelle ; croissance économique ; 2SLS, Driscoll–Kraay ; Afrique de l'Ouest.

Abstract

This study analyzes the effect of institutional quality on economic growth in West Africa. Using a sample of 15 countries, a panel data model is estimated using the two-stage least squares (2SLS) method, with robustness tested using the Driscoll and Kraay method over the period 2000–2023. The results show that the composite index of institutional quality, as well as economic, political, and institutional governance, have a positive and statistically significant effect on economic growth. Furthermore, control of corruption, government effectiveness, the rule of law, regulatory quality, and civic voice and accountability have a positive and significant influence on economic growth. These results suggest the need to improve the overall quality of institutions. More specifically, this involves strengthening the fight against corruption, implementing sound and effective regulations, consolidating the principles of the rule of law, improving the skills of public officials, and further promoting democratic principles and citizen participation.

Keywords: Institutional quality; economic growth; 2SLS; Driscoll–Kraay; West Africa.

Introduction

Les économistes classiques et néoclassiques ont pendant longtemps expliqué les origines de la croissance économique à travers des variables endogènes et exogènes. En effet, la théorie de la croissance exogène identifie l'investissement comme le facteur central pour expliquer les niveaux de revenu par habitant (Solow, 1956). En revanche, la théorie de la croissance endogène suggère que la croissance économique résulte des actions, de la recherche et du développement, des compétences des agents économiques et du capital physique (Romer, 1986 ; Lucas, 1988 ; Barro, 1990). Dans ce cas, les facteurs de production tels que le stock de capital, la main-d'œuvre et le niveau de technologie déterminent le niveau de croissance.

Malgré l'existence de plusieurs modèles théoriques expliquant la croissance économique, d'importantes disparités de revenu par habitant persistent entre les pays développés et les pays en développement. Dès les années 1990, les recherches en économie du développement ont progressivement mis l'accent sur le rôle d'autres facteurs, en particulier la qualité des institutions. Ainsi, la littérature économique met en évidence que la qualité des institutions constitue l'un des déterminants fondamentaux des écarts de croissance observés entre les pays (Acemoglu et al., 2001). Cette importance s'explique par le fait que l'efficacité de toute politique économique dépend du cadre institutionnel et politique qui encadre sa mise en œuvre (Rodrik et al., 2004). Selon North (1991), l'accumulation de capital physique et humain et la technologie ne sont pas les seuls déterminants de la croissance économique.

North (1990) définit les institutions comme les règles du jeu dans une société. Elles représentent des contraintes qui déterminent les interactions humaines. Une amélioration de la qualité institutionnelle contribue à réduire les incertitudes et les coûts de transaction liés aux échanges économiques, ce qui améliore les anticipations des agents économiques (Coase, 1937 ; North, 1990 ; Acemoglu et Robinson, 2010). En outre, des institutions garantissant efficacement les droits de propriété privée encouragent l'investissement et améliorent l'allocation des ressources, ce qui stimule ainsi la croissance économique (North et Thomas, 1973 et North, 1981). Selon Acemoglu et al. (2005), les institutions économiques jouent un rôle déterminant dans la croissance économique à long terme, en raison de leur capacité à coordonner les activités économiques et à influencer les décisions d'investissement des agents économiques.

Sur le plan empirique, de nombreux travaux montrent que la qualité des institutions exerce un effet favorable sur la croissance économique (Vianna et Mollick, 2018 ; Salman et al., 2019 ; Dirir, 2023 ; Hussien, 2023 ; Liko, 2024). En revanche, certains auteurs soutiennent l'existence d'une relation non linéaire entre la qualité institutionnelle et la croissance économique (Thi

Tran, 2021). Par ailleurs, un troisième courant de la littérature met en évidence une relation de causalité bidirectionnelle entre la qualité des institutions et la croissance économique (Law et al., 2013 ; Jaunky, 2013).

Pour les pays d'Afrique de l'Ouest, le débat concernant l'effet de la qualité des institutions sur la croissance économique demeure pertinent. En effet, les faits stylisés montrent que le taux de croissance annuel moyen du PIB en Afrique de l'Ouest s'est élevé à 4,4 % sur la période 2000-2023. Il est passé de 4,54 % en 2000 à 5,7 % en 2010, avant de connaître une forte contraction en 2020, où il s'est établi à -0,43%. Par la suite, la croissance a rebondi pour atteindre 5,87% en 2022, avant de ralentir de nouveau en 2023, avec un taux annuel moyen de 4,74% sur la même période. En outre, les pays de l'Afrique de l'Ouest affichent une croissance du PIB relativement plus faible que celle observée dans les pays d'Asie du Sud, où le taux de croissance annuel moyen s'est établi à 5,3% sur la période 2000-2023 (*World Development Indicators, 2025*). Ces statistiques mettent en évidence le caractère volatil de la croissance économique dans les pays de la sous-région ouest-africaine. Cette instabilité peut s'expliquer, en partie, par les effets de la pandémie de COVID-19 sur l'activité économique, mais également par la faiblesse de la qualité des institutions, susceptible de freiner la dynamique de la croissance.

Une analyse des indicateurs de gouvernance en Afrique de l'Ouest sur la période 2000-2023 montre un faible niveau de qualité institutionnelle. Par exemple, les scores moyens de qualité institutionnelle, évalués à partir des indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale, s'établissent à -0,596 pour la maîtrise de la corruption, -0,800 pour l'efficacité des pouvoirs publics, -0,540 pour la stabilité politique et l'absence de violence, -0,649 pour la qualité de la réglementation, -0,672 pour l'État de droit et -0,357 pour la voix citoyenne et la responsabilité (*Worldwide Governance Indicators, 2025*). Ces indicateurs sont compris entre -2,5 (faible qualité) et 2,5 (qualité élevée). Les valeurs moyennes observées pour l'ensemble des six indicateurs traduisent ainsi la faiblesse de la qualité institutionnelle dans les pays d'Afrique de l'Ouest.

Au regard des développements précédents, une question centrale se pose : quel est l'effet de la qualité des institutions sur la croissance économique en Afrique de l'Ouest ? Cette recherche vise à analyser empiriquement l'effet de la qualité institutionnelle sur la croissance économique dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. Elle repose sur l'hypothèse selon laquelle une amélioration de la qualité des institutions favorise la croissance économique en Afrique de l'Ouest.

La présente recherche s'inscrit dans le cadre de la littérature récente sur les effets de la qualité des institutions. L'apport de cette recherche à la littérature est double. Contrairement aux recherches précédentes, ce travail utilise plusieurs indicateurs institutionnels afin d'analyser de manière exhaustive l'effet de la qualité institutionnelle sur la croissance économique en Afrique de l'Ouest. Il s'agit de prendre en compte l'indice composite de qualité institutionnelle, trois indicateurs agrégés (gouvernance économique, politique et institutionnelle) et les six indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale. Enfin, notre approche méthodologique est robuste, car elle mobilise des techniques d'estimation capables de traiter plusieurs problèmes économétriques, notamment l'hétérogénéité des pentes et l'endogénéité des variables explicatives. À cet effet, nous appliquons la méthode des variables instrumentales, qui permet d'obtenir des résultats plus fiables et cohérents.

Le reste de l'article est organisé comme suit : la section 2 présente la revue de la littérature. La section 3 présente les faits stylisés. La section 4 décrit la méthodologie et les données. La section 5 présente les résultats et leurs discussions. La section 6 conclut.

1. Revue de la littérature

La littérature économique montre que le taux de croissance d'une économie s'explique par les dotations en ressources naturelles, l'investissement, la technologie et le capital humain (Ricardo, 1817; Solow, 1956; Romer, 1986; Lucas, 1988).

À partir des années 1970, un nouveau corpus de recherche a vu le jour, connu sous le nom de la Nouvelle économie institutionnelle, qui s'est concentré sur le rôle des institutions dans la promotion de la croissance économique. Ainsi, la Nouvelle économie institutionnelle consiste en un développement des outils néoclassiques pour analyser comment les institutions façonnent et facilitent les activités économiques (North, 1990; Williamson, 1975). Alors que le modèle de Solow (1956) met en avant l'accumulation du capital humain et physique ainsi que le progrès technologique comme principaux déterminants de la croissance économique, North (1991, 1994) affirme que la croissance dépend également d'autres facteurs, notamment la qualité institutionnelle.

La théorie économique met en évidence plusieurs canaux par lesquels les institutions affectent la croissance économique. Le premier est la théorie des coûts de transaction développée par Coase (1937) et Williamson (1975). En effet, les institutions contribuent à créer un environnement propice aux échanges en réduisant les coûts associés aux transactions économiques. Ainsi, une meilleure qualité institutionnelle, en limitant ces coûts, améliore l'allocation des ressources et favorise la croissance économique (North, 1991). Le deuxième

canal est celui des droits de propriété. Un système garantissant une protection efficace des droits de propriété réduit les incertitudes et crée un environnement favorable à l'investissement et à l'activité économique. Ainsi, la protection des droits de propriété apparaît comme un déterminant essentiel de la croissance économique (North, 1990).

Sur le plan empirique, plusieurs travaux ont trouvé un effet positif de la qualité des institutions sur la croissance économique. Par exemple, Liko (2024) a appliqué les méthodes des moindres carrés ordinaires entièrement modifiés (FMOLS) et des moindres carrés ordinaires dynamiques (DOLS) sur un échantillon de huit pays des Balkans sur la période 2000-2022. Il a constaté un effet positif et significatif de la qualité des institutions sur la croissance économique. Dans une étude portant sur le Vietnam entre 2010 et 2020, Ha et al. (2023) ont appliqué la méthode des moments généralisés en système (GMM). Leurs résultats révèlent que l'amélioration de la qualité institutionnelle contribue positivement à la productivité totale des facteurs. Thi Tran et al. (2021) étudient l'effet de la qualité institutionnelle sur la croissance économique dans 48 pays d'Asie sur la période 2005-2018. Les résultats des estimations à travers la méthode de régression quantile montrent que la qualité institutionnelle favorise la croissance économique. En s'appuyant sur un échantillon de 70 pays en développement sur la période 2002-2018, Uddin et al. (2023) ont utilisé l'estimateur CS-ARDL (Cross-Sectionally Augmented Autoregressive Distributed Lag) et ont conclu que l'amélioration de la qualité institutionnelle favorise le développement économique. De même, Salman et al. (2019) ont montré, à l'aide des estimateurs FMOLS et DOLS, que la qualité des institutions exerce un effet positif sur la croissance économique de trois pays d'Asie de l'Est entre 1990 et 2016.

S'agissant des effets des indicateurs individuels de la qualité institutionnelle, Dirir (2023) a constaté, en appliquant les méthodes FMOLS et DOLS, que la stabilité politique, la voix citoyenne et la responsabilité contribuent positivement au développement économique des pays affectés par des conflits au cours des deux dernières décennies. À partir d'un échantillon de cinq économies émergentes et de trois économies développées couvrant la période 1996-2018, Misi Lopes et al. (2023) ont utilisé les estimateurs MCO, FE et RE. Leurs résultats indiquent que la qualité de la réglementation exerce une influence positive et significative sur la croissance économique. Destek et al. (2023) ont analysé des données de panel relatives aux pays de la région MENA sur la période 1996-2019. En appliquant la méthode des moments généralisés en système (GMM-Système), les auteurs ont montré que plusieurs indicateurs de la qualité institutionnelle, notamment la maîtrise de la corruption, la stabilité politique, l'État de

droit, ainsi que la voix citoyenne et la responsabilité, contribuent de manière significative à la croissance du PIB.

Dans le contexte africain, Hussen (2023) a examiné l'effet de la qualité institutionnelle sur la croissance économique à partir d'un échantillon de 31 pays d'Afrique subsaharienne sur la période 1991-2015. En utilisant la méthode des moments généralisés (GMM), l'auteur met en évidence un effet positif et significatif de la qualité des institutions sur la croissance économique. Les résultats indiquent notamment que les institutions démocratiques et réglementaires contribuent de manière significative à la promotion de la croissance économique. À partir des données de 39 pays africains observés entre 1996 et 2019, Bannor et al. (2023) ont appliqué l'estimateur PMG et trouvent un effet positif et statistiquement significatif de la stabilité politique et de l'efficacité gouvernementale sur la croissance économique. En analysant des données de panel portant sur 13 pays d'Afrique de l'Ouest entre 1996 et 2015, Iheonu et al. (2017) ont appliqué la méthode des doubles moindres carrés (2SLS). Leurs résultats indiquent que l'efficacité des pouvoirs publics contribue positivement et significativement à l'amélioration de la performance économique. De même, Atangana Ondo (2013) a appliqué la méthode des moments généralisés en système (GMM) et a constaté que la stabilité politique et la qualité de la réglementation exercent une influence positive et significative sur la croissance économique en Afrique. Par contre, le contrôle de la corruption et l'État de droit n'exercent pas d'influence significative sur la croissance économique.

En revanche, d'autres études concluent à un effet négatif de la qualité institutionnelle sur la croissance économique. C'est le cas de Ogbuabor et al. (2020), qui ont analysé les pays d'Afrique de l'Ouest sur la période 2009-2016. À l'aide des méthodes GMM-Système et 2SLS, leurs résultats montrent que la qualité des institutions influence négativement et significativement la croissance économique de la sous-région.

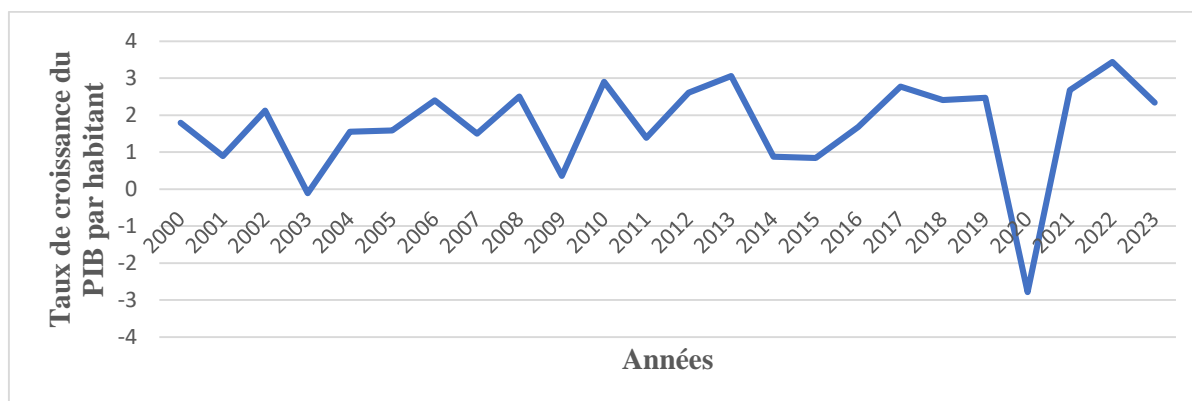
Par ailleurs, plusieurs travaux se sont intéressés à l'existence d'une relation de causalité entre la qualité institutionnelle et la croissance économique. À cet égard, Jaunky (2013) a examiné le lien entre la démocratie et le développement économique dans un échantillon de 28 pays d'Afrique subsaharienne sur la période 1980-2005. Les résultats obtenus à partir de la méthode GMM-Système et du test de causalité en panel VAR révèlent une causalité bidirectionnelle entre la démocratie et la croissance économique. Law et al. (2013) obtiennent un résultat similaire en utilisant le test de causalité de Granger pour analyser la relation entre les institutions et la croissance économique dans 60 pays entre 1996 et 2008. Les résultats suggèrent qu'une meilleure qualité institutionnelle favorise le développement économique et vice versa.

Les travaux antérieurs ont principalement porté soit sur l'effet de l'indice global de qualité institutionnelle, soit sur celui des différentes composantes de la gouvernance prises individuellement. En revanche, cette étude propose une analyse plus complète en évaluant l'effet de l'indice composite de qualité institutionnelle, des trois indicateurs agrégés de gouvernance (économique, politique et institutionnelle) et des six indicateurs de gouvernance élaborés par la Banque mondiale sur la croissance économique des pays d'Afrique de l'Ouest.

2. Qualité des institutions et croissance économique en Afrique de l'Ouest : Faits stylisés

La figure 1 illustre l'évolution moyenne du taux de croissance du PIB par habitant en Afrique de l'Ouest sur la période 2000-2023. De manière générale, ce taux se caractérise par une forte volatilité, comme l'attestent les fluctuations importantes observées au cours de la période considérée. Les années 2003, 2009 et 2020 se distinguent par des baisses particulièrement prononcées du taux de croissance du PIB par habitant. Ces contre-performances s'expliquent, d'une part, par les effets de la crise financière mondiale et la volatilité des cours des matières premières et, d'autre part, par les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 et la montée de l'insécurité liée au terrorisme dans plusieurs pays de la région.

Figure N°1 : Évolution de la croissance du PIB par habitant (% annuel) en Afrique de l'Ouest entre 2000-2023

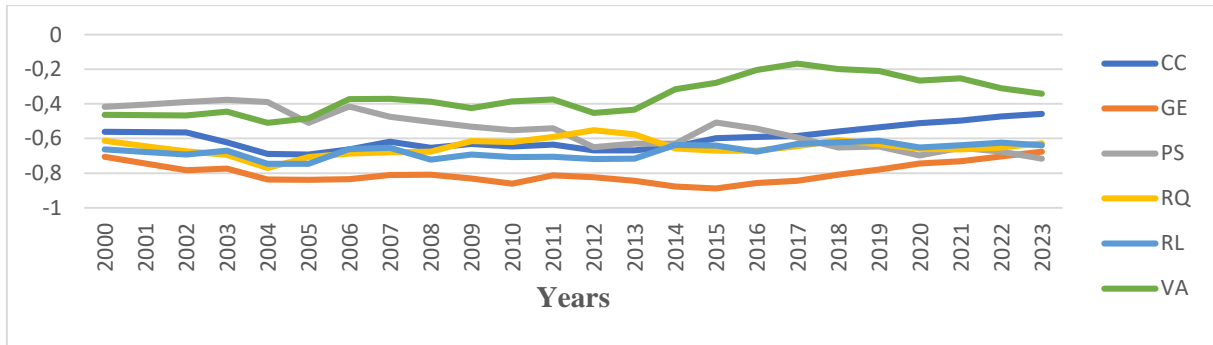


Source : Auteur

La croissance économique des pays d'Afrique de l'Ouest a été observée dans un contexte de qualité institutionnelle. La figure 2 présente l'évolution moyenne des indicateurs de qualité institutionnelle dans la sous-région sur la période 2000-2023. Les valeurs moyennes des différents indicateurs de gouvernance demeurent globalement négatives entre 2000 et 2003. En outre, certains indicateurs, notamment la stabilité politique et la qualité de la réglementation, affichent une tendance à la détérioration au fil du temps. Cette évolution s'explique en partie par les crises politiques qu'a connues la sous-région au cours des dernières années, marquées notamment par plusieurs coups d'État au Burkina Faso, en Guinée, au Mali et au Niger. À cela

s'ajoute la montée du terrorisme, qui a contribué à renforcer l'insécurité et à détériorer la stabilité politique dans de nombreux pays ouest-africains. En revanche, les autres indicateurs de qualité institutionnelle ont affiché une évolution globalement favorable au cours de la période considérée.

Figure N°2 : Évolution des indicateurs de qualité institutionnelle, 2000-2023

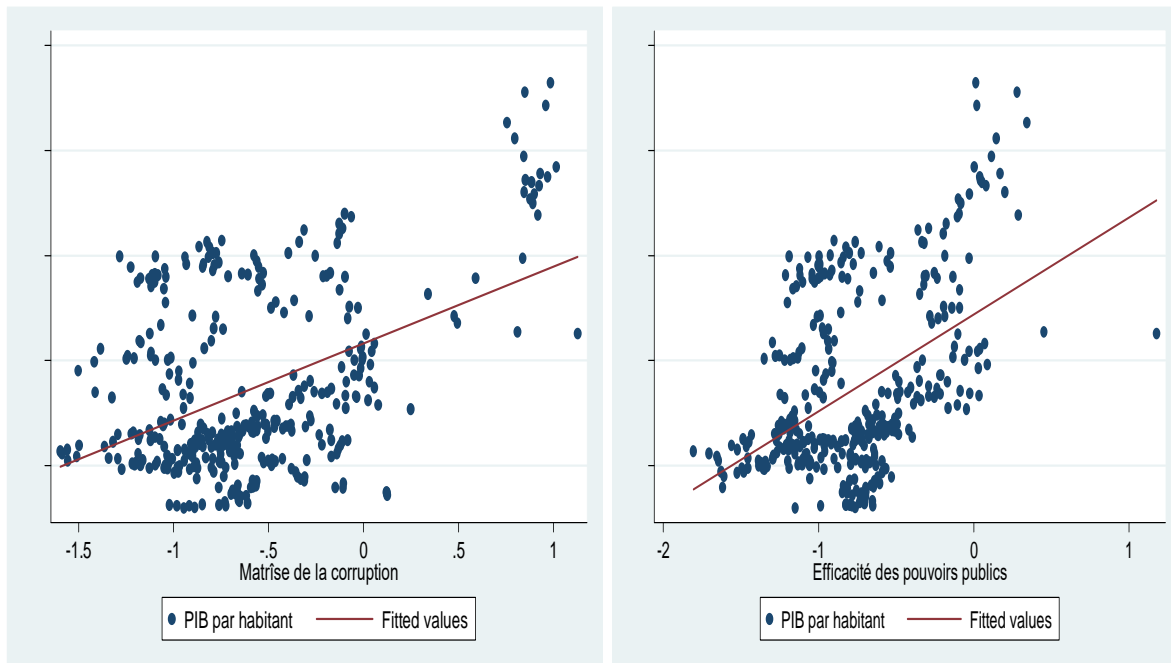


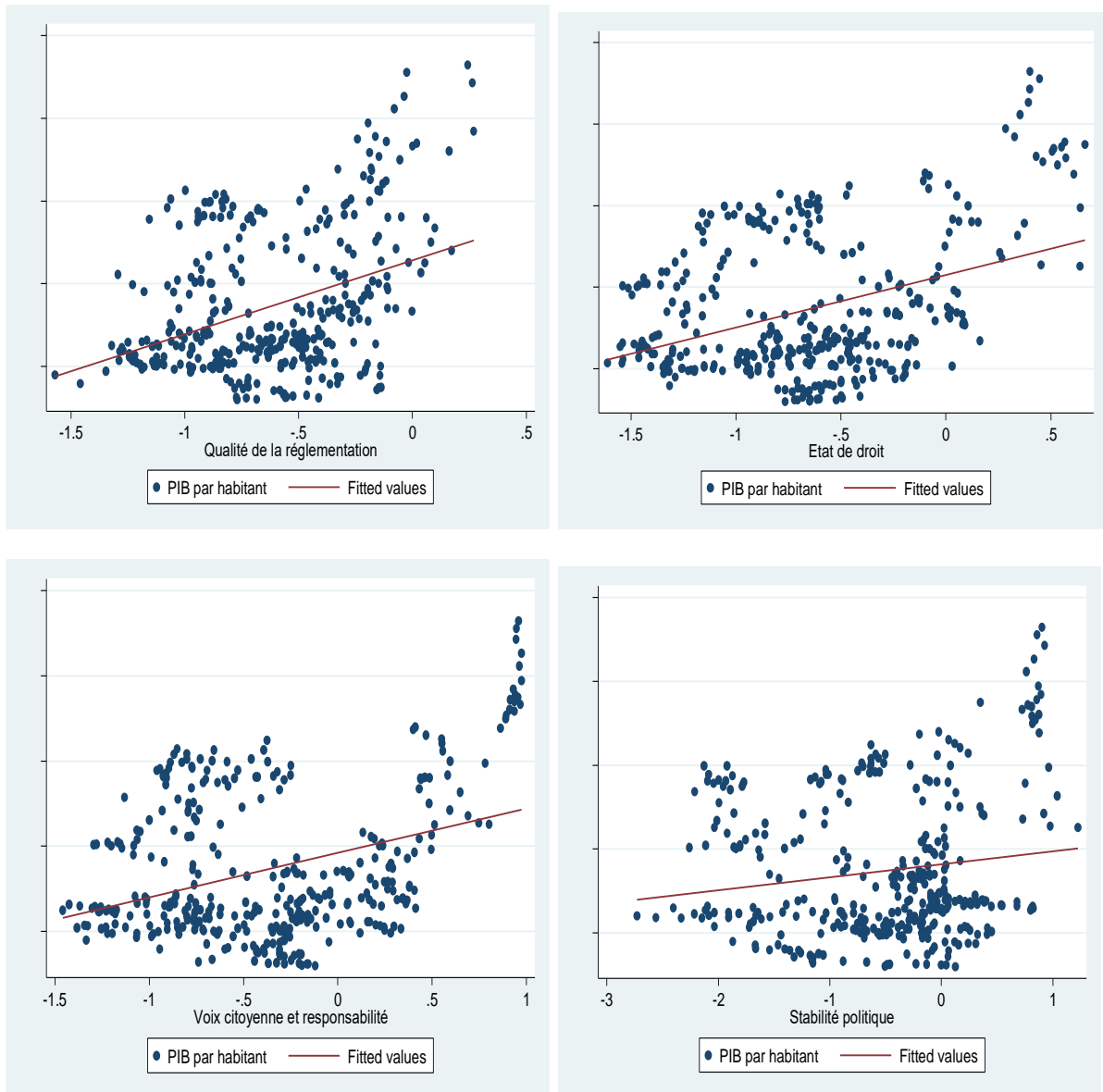
Source: Auteur

CC: maîtrise de la corruption ; GE : efficacité des pouvoirs publics ; PS : stabilité politique ; RQ ; qualité de la réglementation ; RL : État de droit ; VA : voix citoyenne et responsabilité.

La figure 3 montre les corrélations entre les indicateurs de qualité institutionnelle et la croissance économique en Afrique de l'Ouest sur la période 2000-2023.

Figure N°3 : Corrélation entre qualité institutionnelle et croissance économique





Source : Auteur

Cette figure met en évidence l'existence d'une relation positive entre la croissance économique et les indicateurs de qualité institutionnelle en Afrique de l'Ouest. Autrement dit, les pays de la sous-région affichant de meilleures performances institutionnelles tendent à enregistrer des taux de croissance économique plus élevés. Toutefois, l'analyse des corrélations permet uniquement d'apprécier la nature des relations entre les variables, sans établir l'effet réel de la qualité institutionnelle sur la croissance économique. Il apparaît donc pertinent de procéder à une analyse empirique afin d'évaluer cet effet de manière plus rigoureuse.

3. Méthodologie et données

3.1. Spécification du modèle économétrique

Cette recherche examine l'effet de la qualité institutionnelle sur la croissance économique. À cet effet, un modèle de croissance inspiré de celui de Mankiw et al. (1992) est spécifié, dans lequel les indicateurs institutionnels sont intégrés comme variables explicatives. Le modèle repose sur l'hypothèse selon laquelle la qualité institutionnelle, mesurée à travers des indicateurs tels que le contrôle de la corruption, l'efficacité des pouvoirs publics, la stabilité politique et l'absence de violence, la qualité de la réglementation, l'État de droit, ainsi que la voix et responsabilité, joue un rôle déterminant dans la croissance économique en favorisant l'investissement et l'innovation. Le modèle de base de Mankiw et al. (1992) est donné par :

$$Y_{it} = F(K_{it}, H_{it}, A_{it}, L_{it}) = K_{it}^{\alpha} H_{it}^{\beta} (A_{it} L_{it})^{1-\alpha-\beta} \quad (1)$$

Où Y représente la production, K : le stock de capital physique, H : le stock de capital humain, L : le travail, A : le niveau technologique. Ainsi, les améliorations technologiques sont le résultat d'institutions de bonne qualité (North, 1990, 1991), ce qui permet d'augmenter l'efficacité du secteur productif et d'améliorer la croissance économique.

Après transformation de l'équation (1) sous forme logarithmique, on obtient :

$$\ln(y) = \ln A_0 + g t + \alpha / (1 - \alpha) \ln(s_k) - \alpha / (1 - \alpha) \ln(n + g + \delta) + \beta / (1 - \alpha) \ln(h^*) \quad (2)$$

Où δ est le taux de dépréciation, L et A sont supposés croître de manière exogène aux taux n et g, s_k est la part du revenu investie dans le capital physique, h^* est l'état d'équilibre du capital humain où l'économie converge, le terme A_0 reflète la technologie, les ressources naturelles et la qualité institutionnelle.

Ainsi, l'équation (2) peut être réécrite sous la forme d'une matrice comme suit :

$$Y_{it} = \beta_0 + \beta_1 QI_{it} + \alpha X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

Où Y_{it} désigne le PIB réel par habitant exprimé en PPA ; QI_{it} désigne la qualité institutionnelle, qui peut représenter soit l'indice composite, soit les trois indicateurs agrégés ou les six indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale ; X_{it} représente le vecteur des variables de contrôle ; ε_{it} est le terme d'erreur ; i représentant un pays d'Afrique de l'Ouest (i = 1, 2, 3, ..., 15) et t désignant l'année (t = 2000, 2001, 2002, ..., 2023). Les indicateurs de qualité institutionnelle comprennent la maîtrise de la corruption, l'efficacité des pouvoirs publics, la stabilité politique et l'absence de violence, la qualité de la réglementation, l'État de droit et la voix et responsabilité. Plusieurs travaux empiriques mettent en évidence un effet positif et significatif de la qualité institutionnelle sur la croissance économique (Atangana Ondo, 2013

; Hussen, 2023 ; Liko, 2024). Par conséquent, nous anticipons un résultat positif et significatif de la qualité institutionnelle sur la croissance économique dans les pays de l'échantillon.

Conformément à la littérature récente sur la qualité institutionnelle (Acheampong et al., 2021; Diallo et Ouoba, 2023; Bayili et Maiga, 2025), notre recherche utilise d'abord l'analyse en composantes principales (ACP) pour créer l'indice composite de qualité institutionnelle. L'ACP est une analyse statistique cherchant à réduire un nombre important d'informations à un nombre restreint de dimensions majeures (appelées composantes principales). Les résultats de l'analyse en composantes principales sont présentés dans le tableau A1 de l'annexe. Les critères utilisés pour valider l'ACP sont ceux du test de sphéricité de Bartlett, où l'indice KMO global est significatif au seuil de 1%. Ensuite, en référence à Diallo et Ouoba (2023) et Bayili et Maiga (2025), les trois indicateurs agrégés que sont la gouvernance économique, politique et institutionnelle sont obtenus comme suit : la gouvernance économique est définie comme la moyenne simple de deux indicateurs de qualité institutionnelle, à savoir l'efficacité des pouvoirs publics et la qualité de la réglementation. La gouvernance politique correspond, quant à elle, à la moyenne simple de la stabilité politique et de la voix et responsabilité. Enfin, la gouvernance institutionnelle est obtenue par la moyenne simple du contrôle de la corruption et de l'État de droit.

Par ailleurs, dans le but de faciliter les interprétations, tous les indices de qualité institutionnelle sont normalisés à l'aide de la méthode min-max. Ainsi, une valeur proche de 0 traduit une faible performance institutionnelle, tandis qu'une valeur proche de 1 indique une performance institutionnelle élevée.

Sur la base de la littérature, le vecteur des variables de contrôle X comprend les déterminants potentiels de la croissance économique : conformément à l'étude de Somé et Nikiema (2026), le capital humain est appréhendé à travers la durée moyenne de scolarité des adultes. Selon la théorie de la croissance endogène, le capital humain est considéré comme le moteur de la croissance économique (Lucas, 1988). Ainsi, un effet positif du capital humain sur la croissance économique est attendu. Conformément à Achuo (2023), l'ouverture commerciale est mesurée par la somme des exportations et des importations en pourcentage du produit intérieur brut. L'ouverture commerciale promeut la croissance économique à long terme à travers un regain de la productivité (Iyke, 2016). Elle génère des économies d'échelle et un transfert de technologie. Plusieurs travaux empiriques montrent un effet positif de l'ouverture commerciale sur la croissance économique (Zahonogo, 2017 ; Manwa et al., 2019 ; Liko, 2024; Votsoma et al., 2024). Par conséquent, nous anticipons un signe positif. À l'instar de Zallé (2019), cette

étude retient l'investissement total, défini comme la somme de l'investissement intérieur et des investissements directs étrangers, afin de capturer l'effet global de l'accumulation du capital sur la croissance économique. Nous anticipons un résultat positif de l'investissement total sur la croissance économique. Les ressources naturelles sont mesurées par les rentes totales des ressources naturelles rapportées au PIB. La littérature empirique concernant leur effet sur la croissance économique reste contrastée. Alors que Miamo et Achuo (2021) ainsi que Sharma et Paramati (2022) trouvent un effet positif, Avom et al. (2022) et Achuo (2023) mettent en évidence un effet négatif. Le signe est ambigu. Par conséquent, l'équation (3) peut être réécrite comme suit :

$$Y_{it} = \beta_0 + \beta_1 QI_{it} + \alpha_1 CH_{it} + \alpha_2 OUV_{it} + \alpha_3 INV_{it} + RN_{it} + \varepsilon_{it} \quad (4)$$

Avec Y_{it} le PIB réel par habitant en PPA, c'est un indicateur largement utilisé dans la littérature pour mesurer la croissance économique (Henry, 2019; Achuo, 2023; Mahran, 2023 ; Dah et al., 2026) ; QI_{it} est la qualité institutionnelle ; CH_{it} est le capital humain ; OUV_{it} est l'ouverture commerciale ; INV_{it} est l'investissement total ; RN_{it} représente les ressources naturelles.

3.2. Données

Les données relatives aux variables macro-économiques sont issues de *World Development Indicators* (2025) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD, 2025). Les données relatives aux variables de qualité institutionnelle proviennent de *Worldwide Governance Indicators* (2025). L'échantillon comporte 15 pays d'Afrique de l'Ouest dont la liste figure dans le tableau A2 de l'annexe. La période d'étude retenue va de 2000 à 2023. Les tableaux A3, A4 et A5 en annexe présentent respectivement les définitions et les sources des différentes variables, les statistiques descriptives et la matrice de corrélation des variables utilisées dans cette recherche.

3.3. Méthode d'estimation

En référence aux travaux antérieurs (Atangana Ondo, 2013; Jaunky, 2013; Uddin et al., 2023), la relation entre la qualité des institutions et la croissance économique peut être affectée par l'endogénéité. Dans cette recherche, la qualité institutionnelle pourrait être endogène à cause de la causalité inverse. En effet, la qualité institutionnelle favorise la croissance économique, mais les pays les plus riches disposent généralement d'institutions de meilleure qualité (Acemoglu et al., 2001 ; Rodrik et al., 2004). Le niveau de richesse d'un pays agit sur l'offre des institutions en donnant des ressources nécessaires pour financer la mise en place de bonnes institutions. En outre, l'endogénéité de la qualité institutionnelle pourrait s'expliquer par des

erreurs de mesure ou par l'omission de certaines variables ayant un effet direct sur la croissance économique.

Pour surmonter les problèmes potentiels d'endogénéité, la méthode des variables instrumentales est la plus couramment utilisée (Hussen, 2023). Dans cette recherche, nous utilisons les moindres carrés en deux étapes (IV-2SLS). Nous utilisons deux types d'instruments : les instruments internes et externes. Les instruments internes sont les retards de trois périodes de la qualité institutionnelle. Concernant les instruments externes, la latitude est retenue comme variable instrumentale, conformément aux travaux de Moshiri et Hayati (2017) et de Amiri et al. (2018). En effet, la latitude exerce un effet indirect sur la croissance économique à travers la qualité institutionnelle (Hall et Jones, 1999 ; Acemoglu et al., 2001). Ainsi, la latitude est un instrument pertinent de la qualité institutionnelle, car les colons européens privilégiaient les régions dont les conditions climatiques étaient proches de celles de l'Europe occidentale et présentant un environnement sanitaire plus favorable. Cela a été déterminant pour la mise en place d'institutions de qualité (Landes, 1998). Par la suite, nous vérifions la validité et la solidité de nos instruments à travers les tests de Kleibergen-Paap rk LM statistic, de Cragg-Donald Wald F statistic et la probabilité du test Hansen.

4. Présentation et discussion des résultats

4.1. Effet de la qualité des institutions sur la croissance économique en Afrique de l'Ouest

Les tableaux 1 et 2 présentent les résultats des régressions de la qualité institutionnelle sur la croissance économique en Afrique de l'Ouest de 2000 à 2023. En ce qui concerne la validité interne des modèles (tableaux 1 et 2), les instruments sont pertinents et les équations sont bien identifiées, car les probabilités associées aux tests de Kleibergen-Paap sont inférieures à 5%. Ensuite, les instruments ne sont pas faibles, car les statistiques de Cragg-Donald sont supérieures aux valeurs critiques de Stock et Yogo. Enfin, les probabilités associées aux tests de Hansen sont supérieures à 10% et, par conséquent, les instruments sont valides.

Dans un premier temps, nous estimons les modèles portant sur l'effet de l'indice composite de qualité institutionnelle ainsi que des trois indicateurs agrégés de qualité institutionnelle sur la croissance économique (tableau 1). Dans un second temps, nous procédons à l'estimation de l'effet des six indicateurs désagrégés de qualité institutionnelle sur la croissance économique en Afrique de l'Ouest (tableau 2).

Dans l'ensemble, les résultats montrent que la qualité institutionnelle stimule la croissance économique. Concrètement, l'amélioration de l'indice composite de qualité institutionnelle et

des indicateurs agrégés influence positivement et significativement la croissance économique aux seuils respectifs de 1% et de 5% (tableau 1). Ces résultats sont conformes aux prédictions de la Nouvelle économie institutionnelle qui stipule que les institutions constituent un des facteurs déterminants de la croissance économique de long terme (Williamson, 1975 ; North, 1990). En effet, la Nouvelle économie institutionnelle suggère que la qualité institutionnelle incite les agents économiques à investir et à innover, ce qui augmente la productivité et, par conséquent, améliore la croissance économique.

Ces résultats indiquent également que la croissance économique est favorisée par un cadre institutionnel de qualité qui crée un environnement propice à la réalisation des activités économiques. Ainsi, la croissance économique est stimulée par la gouvernance économique à travers le respect des droits de propriété privée et des droits contractuels. Par exemple, de bonnes institutions économiques assurent aux investisseurs qu'ils pourront jouir des fruits de leurs investissements, ce qui les incite à accroître leurs investissements et à allouer les ressources nécessaires pour stimuler la croissance économique. Ce résultat est conforme aux conclusions de Lassoued et al. (2019), selon lesquelles la gouvernance économique exerce un effet positif indirect sur la croissance économique. Ensuite, la gouvernance politique soutient la croissance économique, car elle améliore la crédibilité des États et réduit les incertitudes, ce qui encourage les activités économiques. Une bonne gouvernance politique assure la bonne gestion des ressources, la stabilité macroéconomique et la mise en œuvre des politiques de croissance. Enfin, la gouvernance institutionnelle est un facteur de croissance économique en ce sens qu'elle protège les investissements et permet aux agents économiques d'optimiser leurs anticipations. Ces résultats sont attendus et confirment ceux de Thi Tran et al. (2021) et Uddin et al. (2023).

En ce qui concerne les variables macroéconomiques, les résultats du tableau 1 révèlent un effet positif et significatif de la variable capital humain sur la croissance économique au seuil de 1%. Les effets positifs du capital humain sont stables dans toutes les estimations. Ainsi, une augmentation de l'indice du capital humain entraîne une augmentation de la croissance économique. Ce résultat est attendu et est conforme à la théorie de la croissance endogène qui stipule que l'accumulation du capital humain améliore la qualité du travail, stimule la recherche et le développement, ce qui augmente la productivité et, par conséquent, influence positivement la croissance économique. Ce résultat est cohérent avec les conclusions de Ouoba (2020) et Destek et al. (2023).

Les coefficients associés à l'ouverture commerciale sont positifs et statistiquement significatifs au seuil de 1% (estimation 1). Cela signifie qu'une augmentation de l'ouverture commerciale se traduit par une hausse de la croissance économique. En effet, l'ouverture commerciale crée plus d'opportunités pour les économies locales en termes de variété des produits, de taille de marché et d'économies d'échelle. En outre, l'ouverture commerciale permet aux économies d'Afrique de l'Ouest de bénéficier des transferts de technologie, ce qui stimule la productivité. Par ailleurs, la croissance économique dans la sous-région Afrique de l'Ouest est tirée en partie par les exportations des ressources naturelles (Banque africaine de développement, 2025). Ce résultat corrobore ceux obtenus par Atangana Ondoa (2013) et Votsoma et al. (2024).

L'investissement total affecte positivement et significativement la croissance économique au seuil de 10% (estimation 1). Ce résultat signifie que l'investissement total contribue positivement à la croissance économique. Ce résultat est conforme à la théorie de la croissance économique qui stipule que l'accumulation du capital physique accroît la production et favorise la croissance économique à long terme. En outre, selon Tekin (2012), les effets de liaison de l'investissement direct étranger soutiennent la croissance économique à long terme.

Les résultats montrent que les ressources naturelles ont un effet négatif et significatif sur la croissance économique. Cet effet négatif est décrit comme la malédiction des ressources naturelles dans la littérature économique. En effet, les pays dont l'économie repose fortement sur l'exploitation des ressources naturelles présentent généralement des performances économiques relativement faibles (Auty, 1993 ; Sachs et Warner, 1995). Cette situation peut s'expliquer par la multiplication des pratiques de corruption, l'émergence des comportements de recherche de rentes et le clientélisme, souvent observés pendant les périodes de boom des ressources naturelles. Ces résultats confirment également les travaux empiriques qui ont démontré que les ressources naturelles influencent négativement et significativement la croissance économique (Zallé, 2019; Achuo, 2023).

Table N° 1. Effets de la qualité institutionnelle sur la croissance économique en Afrique de l'ouest

Variable dépendante: log du PIB réel par habitant				
Méthode d'estimation: moindres carrés en deux étapes				
Variables explicatives	(1)	(2)	(3)	(4)
Capital humain	0.101*** (0.0207)	0.101*** (0.0197)	0.111*** (0.0218)	0.101*** (0.0202)
Ouverture commerciale	0.00612*** (0.00193)	0.00494** (0.00205)	0.00694*** (0.00186)	0.00581*** (0.00194)
Investissement total	0.00603* (0.00312)	0.00350* (0.00301)	0.00815*** (0.00311)	0.00529* (0.00316)
Ressources naturelles	-0.00169** (0.00425)	-0.00249* (0.00452)	-0.00379** (0.00419)	-0.00139* (0.00422)
Indice de qualité institutionnelle	0.285** (0.156)			
Indice de gouvernance économique		0.757*** (0.173)		
Indice de gouvernance politique			0.0962** (0.164)	
Indice de gouvernance institutionnelle				0.368*** (0.140)
Constant	6.716*** (0.120)	6.604*** (0.116)	6.718*** (0.127)	6.716*** (0.119)
Nombre de pays	15	15	15	15
Observations	315	315	315	315
R-squared	0.397	0.432	0.379	0.403
Kleibergen-Paap rk LM statistic	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
Cragg-Donald Wald F statistic	1183.361	652.818	611.374	1217.440
Stock-Yogo CV (10%)	19.93	19.93	19.93	19.93
Probabilité du test de Hansen	0.3225	0.3043	0.1936	0.4235

Source: Auteur

Robust standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Le tableau 2 présente les résultats de l'analyse en termes d'indicateurs désagrégés de qualité institutionnelle. Ces résultats montrent que le coefficient associé à la maîtrise de la corruption est positif et statistiquement significatif au seuil de 1%. Ce résultat suggère que la croissance économique dans les pays de l'échantillon est stimulée par la lutte contre la corruption. En effet, de faibles niveaux de corruption réduisent l'incertitude et les coûts de transaction liés aux activités économiques, ce qui encourage les investissements. En outre, la lutte contre la corruption permet d'assainir la gestion et assure une affectation optimale des ressources financières destinées à financer des investissements productifs. Ces résultats corroborent ceux de Atangana Ondo (2013) et Destek et al. (2023), qui ont trouvé que la lutte contre la corruption favorise la croissance économique. Parmi les pays les mieux classés de l'échantillon en termes de maîtrise de la corruption sur la période considérée, on se démarque, le Cap-Vert (0,82), avec une valeur moyenne positive. Il est suivi du Sénégal et du Ghana, dont les valeurs moyennes sont respectivement -0,14 et -0,15.

Les résultats des estimations indiquent que la croissance économique est influencée par l'efficacité des pouvoirs publics. Le résultat est positif et statistiquement significatif au seuil de 1%. Ce résultat explique que la croissance économique augmente lorsque les fonctionnaires de l'État sont compétents, les services publics de qualité et les pouvoirs publics respectent leur engagement. En outre, un gouvernement efficace améliore l'environnement des affaires à travers la simplification des procédures dans la création des entreprises, la fourniture des infrastructures publiques (routes, électricité, systèmes de télécommunication, centres de santé et d'éducation), ce qui augmente la productivité et stimule la croissance économique. Nos résultats sont conformes aux conclusions de Mtiraoui (2020), selon lesquelles une gouvernance efficace influe positivement sur la croissance économique. Au rang des pays caractérisés par une efficacité des pouvoirs publics, seul le Cap-Vert (0,08) enregistre une valeur moyenne positive. Il est accompagné par le Ghana (-0,15) et le Sénégal (-0,29) qui ont des valeurs moyennes négatives mais faibles.

La qualité de la réglementation a un effet positif et significatif au seuil de 1%. En effet, la capacité des gouvernements à élaborer et appliquer de bonnes politiques réglementaires favorables au développement du secteur privé encourage les initiatives privées, ce qui favorise la croissance économique. En outre, une bonne réglementation implique un environnement économique plus stable. Ce qui encourage l'investissement et, par conséquent, améliore la croissance économique. Ce résultat confirme celui d'Atangana Ondoa (2013) et de Dirir (2023). Les pays qui se démarquent ont des valeurs moyennes de qualité de la réglementation qui fluctuent entre -0,10 et -0,47 (le Cap-Vert, le Ghana, le Sénégal, le Burkina Faso et le Bénin). L'État de droit a un effet positif et statistiquement significatif au seuil de 10% sur la croissance économique. Ces résultats montrent que le respect des principes de l'État de droit améliore la croissance économique. En effet, lorsque les citoyens ont confiance en les lois de la société et s'y engagent à les respecter et, surtout, lorsque la compétence du système judiciaire est établie, les agents économiques sont disposés à investir, à innover et à produire, ce qui améliore la productivité et favorise la croissance économique à long terme. En outre, l'État de droit garantit l'application des contrats, protège les droits de propriété, réduit les incertitudes liées aux activités économiques et renforce la confiance des agents économiques. Ces facteurs soutiennent la croissance économique. Selon l'analyse par pays, le Ghana (0,002) et le Cap-Vert (0,45) sont bien classés avec des valeurs moyennes positives. Cela signifie que ces deux pays ont fait des avancées en termes de respect de l'État de droit.

L'indicateur de voix et responsabilité exerce un effet positif et statistiquement significatif sur la croissance économique au seuil de 5%. Ce résultat suggère que les pays caractérisés par un régime démocratique affichent des taux de croissance élevés. La démocratie améliore la crédibilité des États grâce à la séparation des pouvoirs, ce qui favorise l'investissement privé. La démocratie permet la participation des citoyens à l'élaboration des programmes de développement, ce qui améliore les résultats économiques. En outre, la démocratie renforce la stabilité politique qui est essentielle pour mener les activités économiques. La démocratie protège les libertés économiques, ce qui favorise l'innovation. Ce résultat est cohérent avec les conclusions d'Adika (2020), qui a constaté que la démocratie est une des conditions préalables et nécessaires à la promotion de la croissance économique en Afrique subsaharienne. Sur l'ensemble des pays de l'échantillon, seuls le Bénin, le Cap-Vert, le Ghana et le Sénégal ont fait des avancées significatives en termes de démocratie, avec des valeurs moyennes de 0,16 ; 0,86, 0,40 et 0,11, respectivement.

Les résultats montrent que l'indicateur stabilité politique et absence de violence a un effet négatif et significatif au seuil de 5% sur la croissance économique. Ce résultat négatif peut s'expliquer par le fait que la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest connaissent des périodes d'instabilité politique, lesquelles affectent négativement la croissance économique. C'est le cas, par exemple, du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Nigéria, qui sont confrontés au terrorisme et à des conflits internes entravant leur processus de développement économique. En outre, l'instabilité politique affaiblit les institutions, favorise la corruption et décourage les investissements (Alesina et Perotti, 1994). L'instabilité politique freine la croissance économique en réduisant l'accumulation du capital physique et humain (Fosu, 1992). Ce résultat confirme celui obtenu par Gakpa (2019) qui montre que l'instabilité politique influence négativement la croissance économique dans les pays d'Afrique subsaharienne. Parmi les pays présentant les niveaux les plus faibles de stabilité politique figurent la Côte d'Ivoire (-1,32), la Guinée (-1,23), le Nigéria (-1,87), le Mali (-0,95), le Niger (-0,90) et le Burkina Faso (-0,60). Cette situation s'explique notamment par les mouvements de rébellion, les coups d'État, les actes terroristes ainsi que les crises politiques qu'ont connu ces pays au cours de la période considérée.

Table N° 2. Effets de la qualité institutionnelle sur la croissance économique en Afrique de l'Ouest

Variable dépendante : log du PIB réel par habitant						
Méthode d'estimation : les moindres carrés à deux étapes (2SLS)						
Variables explicatives	CC	GE	RQ	RL	VA	PS
Capital humain	0.0985*** (0.0202)	0.0965*** (0.0198)	0.107*** (0.0198)	0.104*** (0.0201)	0.0973*** (0.0212)	0.117*** (0.0208)
Ouverture commerciale	0.00558*** (0.00196)	0.00499** (0.00203)	0.00508** (0.00206)	0.00609*** (0.00193)	0.00647*** (0.00194)	0.00740*** (0.00178)
Investissement total	0.00468** (0.00318)	0.00209* (0.00309)	0.00528* (0.00297)	0.00604* (0.00313)	0.00659** (0.00310)	0.00901*** (0.00323)
Ressources naturelles	-0.00148** (0.00422)	-0.00318* (0.00453)	-0.00125* (0.00448)	-0.00165** (0.00423)	-0.00256* (0.00426)	-0.00460* (0.00423)
Maîtrise de la corruption (CC)	0.483*** (0.153)					
Efficacité des pouvoirs publics (GE)		1.042*** (0.217)				
Qualité de la réglementation (RQ)			0.568*** (0.161)			
État de droit (RL)				0.252* (0.129)		
Voix et responsabilité (VA)					0.260** (0.130)	
Stabilité politique (PS)						-0.372** (0.178)
Constant	6.727*** (0.118)	6.617*** (0.116)	6.542*** (0.123)	6.700*** (0.122)	6.708*** (0.120)	6.784*** (0.143)
Nombre de pays	15	15	15	15	15	15
Observations	315	315	315	315	315	315
R-squared	0.406	0.438	0.416	0.397	0.397	0.380
Kleibergen-Paap rk LM statistic	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
Cragg-Donald Wald F statistic	803.413	422.682	481.942	1070.360	654.778	495.715
Stock-Yogo CV (10%)	19.93	19.93	19.93	19.93	19.93	19.93
Probabilité du test de Hansen	0.4847	0.3742	0.2442	0.3523	0.2660	0.1111

Source: Auteur

Robust standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

4.2. Analyse de la robustesse des résultats

Dans le but de tester la robustesse des résultats obtenus, nous adoptons une autre méthode d'estimation. Ainsi, la technique de Driscoll et Kraay proposée par Driscoll et Kraay (1998) a été utilisée. Cette méthode est robuste pour traiter les problèmes d'hétéroscédasticité, d'endogénéité et de corrélation sérielle (Aladejare et Nyiputen, 2023; Diallo et Ouoba, 2024). Le tableau 3 présente les résultats de l'estimation par la méthode Driscoll et Kraay (1998). Les résultats montrent une stabilité des coefficients du résultat de base. Ainsi, les indicateurs de qualité institutionnelle conservent leurs signes et leurs significativités, excepté l'indicateur de stabilité politique qui, dans le résultat de base, était significatif. De même, toutes les variables de contrôle ont conservé leurs signes et leurs significativités. En résumé, nos résultats de base sont donc robustes.

Table N° 3 : résultats du test de robustesse

Variable dépendante : log du PIB par habitant						
Méthode d'estimation : Driscoll et Kraay (1998)						
Variables	CC	GE	RQ	RL	VA	PS
Capital humain	0.0963*** (0.00475)	0.0965*** (0.00414)	0.102*** (0.00508)	0.0983*** (0.00504)	0.0943*** (0.00354)	0.103*** (0.00842)
Ouverture commerciale	0.00555** * (0.000848)	0.00479** * (0.000926)	0.00512** * (0.000898)	0.00583** * (0.000875)	0.00635** * (0.000851)	0.00700** * (0.000709)
Investissement total	0.00688** (0.00301)	0.00481* (0.00275)	0.00668** * (0.00218)	0.00752** (0.00303)	0.00797** * (0.00283)	0.00913** * (0.00244)
Ressources naturelles	-0.00317* (0.00332)	-0.000594 (0.00332)	-0.000385* (0.00295)	-0.00286* (0.00339)	-0.00395* (0.00363)	-0.00545* (0.00392)
Maîtrise de la corruption (CC)	0.377*** (0.105)					
Efficacité des pouvoirs publics (GE)		0.828*** (0.124)				
Qualité de la réglementation (RQ)			0.491*** (0.0736)			
État de droit (RL)				0.233* (0.145)		
Voix et responsabilité (VA)					0.201* (0.118)	
Stabilité politique (PS)						-0.187 (0.123)
Constant	6.747*** (0.0428)	6.656*** (0.0434)	6.593*** (0.0578)	6.739*** (0.0582)	6.745*** (0.0561)	6.827*** (0.0967)
R ²	0.426	0.458	0.441	0.417	0.417	0.413
Fisher test statistic (P-value)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
Observations	360	360	360	360	360	360
Nombre de pays	15	15	15	15	15	15

Source: Auteur

Standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Conclusion et implications politiques

Cette recherche analyse l'effet de la qualité institutionnelle sur la croissance économique à partir d'un échantillon de 15 pays d'Afrique de l'Ouest sur la période 2000-2023. Dans le cadre de l'analyse empirique, plusieurs dimensions de la qualité institutionnelle ont été mobilisées, notamment l'indice composite de qualité institutionnelle, les indicateurs agrégés de gouvernance économique, politique et institutionnelle, ainsi que les six indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale. Le modèle empirique a été estimé à l'aide de la méthode des moindres carrés en deux étapes (2SLS). L'originalité de la recherche par rapport à la littérature existante réside dans la pertinence des indicateurs institutionnels utilisés, notamment la prise en compte des indices agrégés et des indicateurs individuels.

Les résultats obtenus montrent que la qualité institutionnelle favorise la croissance économique. Par ailleurs, les résultats révèlent que les indicateurs agrégés ainsi que les indicateurs individuels de qualité institutionnelle, à l'exception de la stabilité politique et de l'absence de violence, exercent un effet positif et statistiquement significatif sur la croissance économique. Sur la base de ces résultats, nous suggérons aux pays d'Afrique de l'Ouest de renforcer la qualité de leurs institutions afin de les rendre plus solides et crédibles. En particulier, ces pays devraient mettre en place des institutions disposant de pouvoirs suffisants pour lutter efficacement contre la corruption. Ensuite, ces pays devraient également adopter des politiques publiques saines et avoir une réglementation favorable au développement du secteur privé. En outre, la promotion de la liberté d'association et de la liberté de la presse apparaît essentielle. Enfin, ces pays gagneraient à améliorer l'efficacité de l'administration publique à travers le renforcement des compétences des fonctionnaires, la fourniture de services publics de qualité et le respect des principes de l'État de droit. Une des limites de cette recherche est la non-prise en compte d'une base de données alternative de mesures institutionnelles. Les recherches futures pourraient évaluer si ces relations résistent à l'analyse d'autres indicateurs institutionnels. Il serait également intéressant d'analyser les effets différenciés de la qualité institutionnelle sur les économies ouest-africaines.

Bibliographie

- Abushoufa, I., Ismail, M., Santoso, D.B., & Kaluge, D. (2024). The Impact of Governance Quality on Economic Growth: Case of Libya Period before and During the War. *Pakistan Journal of Life and Social Sciences*, 22(1), 5331-5367. <https://doi.org/10.57239/PJLSS-2024-22.1.00393>
- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2010). Why is Africa poor? Economic history of developing regions, 25(1), 21-50.
- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*. Crown Business, New York.
- Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2001). The colonial origins of comparative development : An empirical investigation. *American Economic Review*, 91(5), 1369-1401.
- Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2005). Institutions as a fundamental cause of long-run growth. *Handbook of economic growth*, 1, 385-472.
- Acheampong, A. O., Dzator, J., & Savage, D. A. (2021). Renewable energy, CO2 emissions and economic growth in sub-Saharan Africa: Does institutional quality matter? *Journal of Policy Modeling*, 43(5), 1070-1093.
- Achuo, E. (2023). Resource wealth and the development dilemma in Africa: The role of policy syndromes. *Resources Policy*, 83, 103644. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2023.103644>.
- Adika, G. (2020). Economic growth dynamics between resource-rich and resource-poor countries in sub-Saharan Africa: The role of politics and institutions. *African Development Review*, 1–13. <https://doi.org/10.1111/1467-8268.12440>.
- African Development Bank Group. (2025). *African economic outlook report: Making Africa's capital work better for Africa's development*. Abidjan, Ivory Coast.
- Aladejare, S. A., & Nyiputen, I. R. (2023). Ecological response to industrialisation drivers in Africa. *Environmental Development*, 47, 100896. <https://doi.org/10.1016/j.envdev.2023.100896>
- Atangana Ondo, H. (2013). Gouvernance et croissance économique en Afrique. *African Development Review*, 25(2), 130-147.
- Bannor, F., Magambo, I., Mubenga-Tshitaka, J. L., Mduduzi, B., & Osei-Acheampong, B. (2023). Do effective governance and political stability facilitate the promotion of economic growth through natural resource rents? Evidence from Africa. MPRA Paper No. 116651. Munich Personal RePEc Archive (MPRA). <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/id/eprint/116651>.

Barro, R. J. (1990). Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth. *The Journal of Political Economy*, 98(5), 103-125.

Bayili, P.A-R., & Maiga, W.H.E. (2025). Does dependence on natural resource rents reduce the quality of institutions in Africa? *Région et Développement*, 61, 72-95.

Coase, R. H. (1937). The Nature of the Firm. *Economica*, 16 (4), 386-405.

Destek, M. A., Adedoyin, F., Bekun, F.V., & Aydin, S. (2023). Converting a resource curse into a resource blessing: The function of institutional quality with different dimensions. *Resources Policy*, 80, 103234.

Diallo, S., & Ouoba, Y. (2023). Effect of renewable energy on economic growth in sub-Saharan Africa: Role of institutional quality. *Sustainable Development*, 1–16. <https://doi.org/10.1002/sd.2855>.

Diallo, S., & Ouoba, Y. (2024). Effect of energy policies on industrial development in sub-Saharan African countries. *International Journal of Technology Management & Sustainable Development*, 23(1), 105–122. https://doi.org/10.1386/tmsd_00087_1.

Dirir, S. A. (2023). The Effect of Institutional Quality on Economic Growth: Evidence from Tripartite Approaches in the Context of War-Torn Countries. *Organizations and Markets in Emerging Economies*, 14(29), 508–535. <https://doi.org/10.15388/omee.2023.14.3>.

Driscoll, J.C., & Kraay, A.C . (1998). Consistent covariance matrix estimation with spatially dependent panel data. *Rev. Econ. Stat*, 80 (4), 549–560.

Ha, V., Andre, J., Kim, A.T., & Thi Thu, H.N. (2023). Total factor productivity and institutional quality in Vietnam: which institutions matter most? *Asia-Pacific Journal of Regional Science*, 8, 705–736. <https://doi.org/10.1007/s41685-024-00343-9>.

Hall, R.E., & Jones, C.I. (1999). Why Do Some Countries Produce so Much More Output per Worker Than Others? *The Quarterly Journal of Economics* 114 (1): 83–116. <https://doi.org/10.1162/003355399555954>.

Henry, A. (2019). Transmission channels of the resource curse in Africa: A time perspective. *Economic Modelling*, 82, 13-20. <https://doi.org/10.1016/j.econmod.2019.05.022>.

Hussen, M. S. (2023). Institutional quality and economic growth in Sub-Saharan Africa: a panel data approach. *Journal of Economics and Development*. <https://doi.org/10.1108/JED-11-2022-0231>.

Iheonu, C.O., Ihedimma, G.I., & Onwuanaku, C.S. (2017). Institutional Quality and Economic Performance in West Africa. MPRA Paper No. 82212. <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/id/eprint/82212>.

- Iyke, N. B. (2016). Does Trade Openness Matter for Economic Growth in the CEE Countries? MPRA Paper n°78869, posted 1.
- Jaunky, V. C. (2013). Democracy and economic growth in Sub-Saharan Africa: a panel data approach. *Empirical Economics*, 45, 987-1008. Retrieved from <https://link.springer.com/article/10.1007/s00181-012-0633-x>.
- Lassoued, T., Hamida, A., & Hadhek, Z. (2019). Les effets de la gouvernance sur la croissance économique. . Conference Paper. <https://www.researchgate.net/publication/332108225>.
- Law, S. H., Lim, T. C., & Ismail, N. W. (2013). Institutions and economic development: A Granger causality analysis of panel data evidence. *Economic Systems*, 37, 610-624. <https://doi.org/10.1016/j.ecosys.2013.05.005>.
- Liko, E. (2024). Institutional quality and economic growth: Evidence from developing countries. *Journal of Governance & Regulation*, 13(2), 395–402. <https://doi.org/10.22495/jgrv13i2siart15>.
- Lucas, R. (1988). On the Mechanics of Economic Development. . *Journal of Monetary Economics*, 22, 3-42.
- Mahran, H. (2023). The impact of governance on economic growth: spatial econometric approach. . *Review of Economics and Political Science*, 8(1), 37-53. <https://doi.org/10.1108/REPS-06-2021-0058>.
- Mankiw, G., Romer, D., & Weil, D. (1992). A Contribution to the Empirics of Economic Growth. *Q. J. Econ.* 107(2), 407–437.
- Manwa, F., Wijeweera, A., & Kortt, M. A. (2019). Trade and growth in SACU countries: A panel data analysis. . *Economic Analysis and Policy*, 63, 107-118.
- Misi Lopes, L.E., Packham, N., & Walther, U. (2023). The effect of governance quality on future economic growth: an analysis and comparison of emerging market and developed economies. *SN Bus Econ*, 3(6). <https://doi.org/10.1007/s43546-023-00488-3>.
- Mtiraoui, A. (2020). Qualité institutionnelle et croissance économique: application sur données de panel dynamique (GMM). *Qualité institutionnelle et Croissance économique*. hal-02740504. <https://hal.science/hal-02740504v1>.
- North, D. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge University Press, Cambridge, UK.
- North, D. (1993). Institutions and Credible Commitment. *Journal of Institutional and Theoretical Economics*. 149, 11-23.

- North, D., & Thomas, R. (1973). *The Rise of the Western World: A New Economic History*. Cambridge University Press, New York. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511819438>. .
- North, D. C. (1981). *Structure and Change in Economic History*. New York and London: W. W. Norton & Co. *Politics & Society* 11, 4: 511-512. <https://doi.org/10.1177/003232928201100416>.
- North, D. C. (1991). *Institutions*. *Journal of Economic Perspectives* 5 (1): 97–112.
- Ogbuabor, J. E., Orji, A., Manasseh, C. O., & Anthony-Orji, O. I. (2020). *Institutional Quality and Growth in West Africa: What Happened after the Great Recession?* *Int Adv Econ Res*, 26, 343-361. <https://doi.org/10.1007/s11294-020-09805-0>.
- Ouoba, Y. (2020). *Natural resources fund types and capital accumulation: A comparative analysis*. *Resources Policy*, 66, <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2020.101635>.
- Ricardo, D. (1817). *On the Principles of Political Economy and Taxation*, London. Cambridge University Press, Cambridge: In: Sraffa, P., Ed., *The Works and Correspondence of David Ricardo*, 1.
- Rodrik, D., Subramanian, A., & Trebbi, F. (2004). *Institutions Rule: The Primacy of Institutions Over Geography and Integration in Economic Development*. *Journal of Economic Growth*, 9, 131-165.
- Romer, P. (1986). *Increasing Returns and Long Run Growth*. *Journal of Political Economy*, 94(5), 1002-1037.
- Salman, M., Long, X., Dauda, L., & Mensah, C. N. (2019). *The impact of institutional quality on economic growth and carbon emissions: Evidence from Indonesia, South Korea, and Thailand*. *Journal of Cleaner Production*, 241, 118331. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2019.118331>.
- Solow, R. M. (1956). *A Contribution to the Theory of Economic Growth*. *The Quarterly Journal of Economics*, 70(1): 65-94.
- Thi Tran, O.K., Le, H.D., & Viet Nguyen, A. H. (2021). *Role of institutional quality in economic development: A case study of Asian countries*. *Problems and Perspectives in Management*, 19(2), 357-369. [http://dx.doi.org/10.21511/ppm.19\(2\).2021.29](http://dx.doi.org/10.21511/ppm.19(2).2021.29).
- Uddin, I., Ahmad, M., Ismailov, D., Balbaa, M.E., Akhmedov, A., Khasanov, S., & Haq, M.U. (2023). *Enhancing institutional quality to boost economic development in developing nations: New insights from CS-ARDL approach*. *Research in Globalization*, 7, 100137. <https://doi.org/10.1016/j.resglo.2023.100137>.

Vianna, A. C., & Mollick, A. V. (2018). Institutions: Key variable for economic development in Latin America. *Journal of Economics and Business*, 96, 42-58. <https://doi.org/10.1016/j.jeconbus.2017.12.002>.

Votsoma, P., Djekna, V., & Mwa Ndjokou, I. M. M. (2024). Ouverture commerciale et croissance économique dans la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale : le réexamen des preuves empiriques a-t-il de l'importance ? *Mondes en Développement*, 205 (1), 51-70. 10.3917/med.205.0051. <https://hal.science/hal-04560475v1>.

Williamson, O. (1994). Visible And Invisible Governance. *American Economic Review*. 84(2), 323-326.

Williamson, O. (2000). The New Institutional Economics: Taking Stock, Looking Ahead. *Journal of Economic Literature*. 38 (3), 595-613.

Williamson, O. E. (1975). *Markets and Hierarchies: Analysis and Antitrust Implications. A Study in the Economics of Internal Organization*, New York: The Free Press.

World Development Indicators. (2025). Base de données de la Banque mondiale, Washington, D.C. <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>.

Worldwide Governance Indicators. (2025). Base de données de la Banque mondiale, Washington, D.C.

Zahonogo, P. (2017). Trade and economic growth in developing countries: Evidence from Sub-Saharan Africa. *Journal of African Trade*, 3, 41-56. <http://dx.doi.org/10.1016/j.joat.2017.02.001>.

Annexes

Tableau A1. Résultats de l'Analyse en Composantes Principales (ACP).

Component	Eigenvalue	Proportion	Cumulative			
1	4.6659	0.7777	0.7777			
2	0.5756	0.0959	0.8736			
3	0.3411	0.0568	0.9304			
4	0.1765	0.0294	0.9599			
5	0.1427	0.0238	0.9836			
6	0.0981	0.0164	1			
Indicators	CC	GE	PS	RQ	RL	VA
KMO						0.9365
Index	0.9231	0.9096	0.9290	0.9109	0.8676	
Bartlett test	Statistics of χ^2 (p-value)			Average KMO index		
	2169.190			0.909		
	(0.000)					

Source : Auteur

Tableau A 2 : Liste des pays.

1. Benin	6. Ghana	11. Niger
2. Burkina Faso	7. Guinea	12. Nigeria
3. Cape Verde	8. Guinea-Bissau	13. Senegal
4. Ivory Coast	9. Mali	14. Sierra Leone
5. Gambia	10. Mauritania	15. Togo

Source : Auteur

Tableau A3 : Variables, définitions et sources

Variables	Definitions	Source
PIB par habitant	PIB par habitant exprimé en prix constants (PPA, dollars américains de 2021),	(WDI)
Capital humain	Mesuré par la durée moyenne de scolarité des adultes	PNUD
Ouverture commerciale	Mesuré par la somme des exportations et importations de biens et de services en pourcentage du PIB	WDI
Ressources naturelles	Rentes totales issues des ressources naturelles rapportées au PIB	WDI
Investissement total	Mesuré par la somme de la formation brute de capital fixe et des entrées nettes d'IDE en pourcentage du PIB.	WDI
Maîtrise de la corruption	Elle mesure l'utilisation des pouvoirs publics à des fins d'enrichissement personnel, y compris la grande et la petite corruption, ainsi que «la prise en otage» de l'État par les élites et les intérêts privés.	WGI
Efficacité des pouvoirs publics	Elle mesure la qualité des services publics, les performances de la fonction publique et son niveau d'indépendance vis-à-vis des pressions politiques, et la crédibilité de l'engagement des pouvoirs publics à l'égard de ces politiques.	WGI
Qualité de réglementation	Elle mesure la capacité des pouvoirs publics à élaborer et appliquer de bonnes politiques et réglementation favorables au développement du secteur privé.	WGI
État de droit	Il mesure le degré de confiance qu'ont les citoyens dans les règles conçues par la société et la manière dont ils s'y conforment et, en particulier, le respect des contrats, les compétences de la police et des tribunaux, ainsi que la perception de la criminalité et de la violence.	WGI

Stabilité politique et absence de violence	Elle mesure la perception de la probabilité d'une déstabilisation ou d'un renversement de gouvernement par des moyens inconstitutionnels ou de violences, y compris le terrorisme.	WGI
Voix et responsabilité	Elle mesure la manière dont les citoyens d'un pays participent à la sélection de leurs gouvernants, ainsi que les libertés d'expression, d'association et de presse.	WGI
Indicateur composite de qualité institutionnelle	Il est calculé à l'aide de l'ACP	WGI
Indice de gouvernance économique	Moyenne simple des indicateurs : qualité de la réglementation et efficacité du gouvernement	WGI
Indice de gouvernance politique	Moyenne simple des indicateurs : stabilité politique et voix et responsabilité citoyenne	WGI
Indice de gouvernance institutionnelle	Moyenne simple des indicateurs : État de droit et contrôle de la corruption	WGI

WDI: World Development Indicators ; WGI: World Governance Indicators; PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement

Source : Auteur

Tableau A4 : Statistiques descriptives.

Variabiles	Observations	Moyennes	Ecart-type	Minimum	Maximum
PIB par habitant (log)	360	8,041	0,468	7,082188	9,136521
Indice de qualité institutionnelle	360	0,386	0,204	0	1
Indice de gouvernance économique	360	0,416	0,177	0	1
Indice de gouvernance politique	360	0,499	0,217	0	1
Indice de gouvernance institutionnelle	360	0,389	0,207	0	1
Maîtrise de la corruption	360	0,373	0,196	0	1
Efficacité des pouvoirs publics	360	0,350	0,148	0	1
Stabilité politique	360	0,558	0,207	0	1
Qualité de la régulation	360	0,520	0,194	0	1
Etat de droit	360	0,426	0,224	0	1
Voix et responsabilité	360	0,454	0,242	0	1
Capital humain	360	7,144	1,807	2,261	10,91
Ouverture commerciale	360	58,467	20,442	16,352	117,817
Investissement total	360	24,921	10,288	7,040	71,246
Ressources naturelles	360	9,73	6,77	1,97	49,21

Source : Auteur

Tableau A5 : Matrice de corrélation.

	1	2	3	4	5	6
1.PIB par habitant (log)	1					
2.Indice de qualité institutionnelle	0,348	1				
3.Capital humain	0,516	0,216	1			
4.Ouverture commerciale	0,502	0,365	0,362	1		
5. Investissement total	0,395	0,329	0,203	0,521	1	
6.Ressources naturelles	0,200	0,010	0,213	0,392	0,372	1

Source : Auteur